

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20241129-Imc1354503-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : vendredi 6 décembre 2024
Date de publication : 06/12/2024

**CONSEIL METROPOLITAIN DU
VENDREDI 29 NOVEMBRE 2024**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 81**

QUORUM : 41

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le vendredi 29 novembre 2024, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

Secrétaire de Séance : DIR Anaïs

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	17	1
OBJET DE LA DELIBERATION		
<p align="center">N° 24/11/247</p> <p align="center">24CONC14 - SOUS-TRAITÉ DE PLAGE DU MOURILLON - LOT 14 : SARL RESTAURANT PLAGE L'ANSE DES PINS - AVENANT N°1 - RECTIFICATION D'UNE ERREUR MATÉRIELLE SUR LE TAUX DE REDEVANCE VARIABLE</p>		

PRESENTS :

Mme Dominique ANDREOTTI, M. Gilles BALDACCHINO, Mme Valérie BATTISTI, M. Robert BENEVENTI, M. Philippe BERNARDI, Mme Véronique BERNARDINI, Mme Nathalie BICAIS, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Béatrice BROTONS, M. Guillaume CAPOBIANCO, M. Robert CAVANNA, Mme Josy CHAMBON, Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Olivier CHARLOIS, M. Amaury CHARRETON, Mme Corinne CHENET, M. Franck CHOUQUET, M. Anthony CIVETTINI, M. Jean-Pierre COLIN, M. Laurent CUNEO, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Anaïs DIR, M. Jean-Pierre EMERIC, Mme Nadine ESPINASSE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Brigitte GENETELLI, Mme Pascale JANVIER, M. Laurent JEROME, Mme Corinne JOUVE, Mme Sylvie LAPORTE, M. Arnaud LATIL, Mme Amandine LAYEC, M. Emilien LEONI, M. Philippe LEROY, Mme Geneviève LEVY, M. Mohamed MAHALI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Edwige MARINO, M. Jean-David MARION, M. Erick MASCARO, Mme Josée MASSI, Mme Anne-Marie METAL, M. Joseph MINNITI, Mme Valérie MONDONE, M. Christophe MORENO, M. Ange MUSSO, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Audrey PASQUALI-CERNY, Mme Virginie PIN, Mme Chantal PORTUESE, M. Guy RAYNAUD, M. Bruno ROURE, Mme Rachel ROUSSEL, M. Bernard ROUX, M. Francis ROUX, Mme Christine SINQUIN, M. Hervé STASSINOS, M. Albert TANGUY, M. Joël TONELLI, M. Gilles VINCENT, Mme Kristelle VINCENT, M. Christian SIMON.

REPRESENTES :

M. Thierry ALBERTINI ayant donné pouvoir à Mme Sylvie LAPORTE, Mme Hélène ARNAUD-BILL ayant donné pouvoir à Mme Marie-Hélène CHARLES, M. Pierre BONNEFOY ayant donné pouvoir à M. Mohamed MAHALI, M. Laurent BONNET ayant donné pouvoir à Mme Josée MASSI, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX, M. Patrice CAZAUX ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Delphine GROSSO ayant donné pouvoir à M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Louis MASSON ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Isabelle MONFORT ayant donné pouvoir à M. Jean-David MARION, Mme Cécile MUSCHOTTI ayant donné pouvoir à M. Olivier CHARLOIS, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS ayant donné pouvoir à M. Joseph MINNITI, Mme Valérie RIALLAND ayant donné pouvoir à M. Christian SIMON, M. Yann TAINGUY ayant donné pouvoir à M. Guy RAYNAUD, Mme Magali TURBATTE ayant donné pouvoir à Mme Pascale JANVIER, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON ayant donné pouvoir à M. Christophe MORENO, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Joël TONELLI.

ABSENT :

Mme Sandra TORRES.

Séance Publique du 29 novembre 2024

N° D' O R D R E : 24/11/247

**O B J E T : 24CONC14 - SOUS-TRAITÉ DE PLAGE DU MOURILLON
- LOT 14 : SARL RESTAURANT PLAGE L'ANSE DES
PINS - AVENANT N°1 - RECTIFICATION D'UNE ERREUR
MATÉRIELLE SUR LE TAUX DE REDEVANCE
VARIABLE**

LE CONSEIL METROPOLITAIN

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5217-1, L5211-1, L.1411-1 et suivants,

VU le Code de la Commande Publique, et notamment l'article R.3135-7,

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment les articles L.2124-1 à L.214-4 et R.2124-1 à R.2124-56-1 relatifs à l'utilisation du domaine public maritime,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 24/04/082 du Conseil Métropolitain en date du 25 avril 2024, autorisant le choix de l'attributaire des conventions pour l'exploitation des lots de plage et des établissements de restauration des plages artificielles du Mourillon pour le sous-traité de plage lot 14, à la SARL Restaurant Plage l'Anse des Pins,

VU le sous-traité d'exploitation n°24CONC14, notifié en date du 30 mai 2024 à la SARL Restaurant Plage l'Anse des Pins,

VU l'avis de la Commission Finances et Administration Générale en date du 12 novembre 2024,

VU le projet d'avenant n°1 ci-annexé,

CONSIDERANT que l'article 5 du sous-traité fixe le pourcentage de redevance variable, commun au sous-traité du lot n°14 et à la convention d'occupation temporaire du lot N,

CONSIDERANT que lors des négociations, la SARL Restaurant Plage l'Anse des Pins a proposé d'améliorer la redevance variable, passant d'un taux de 1,20 % à 1,50% du chiffre d'affaires HT,

CONSIDERANT que cette proposition figure au compte d'exploitation prévisionnel fourni dans l'offre finale du titulaire, ainsi que dans le courrier de réponse accompagnant l'offre finale,

CONSIDERANT que la délibération n°24/04/082 du Conseil Métropolitain en date du 25 avril 2024 fixe le taux de redevance variable à 1,50 % du chiffre d'affaires HT,

CONSIDERANT que le sous-traité d'une part, et l'annexe 3 (cadre de mémoire financier) commune au sous-traité et à la convention d'occupation temporaire du lot N, d'autre part, mentionnent un taux de redevance de 1,20 % du chiffre d'affaires HT,

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une erreur matérielle,

CONSIDERANT qu'il convient de lire à l'article 5 du sous-traité et au cadre de mémoire financier (annexe 3) un taux de redevance variable de 1,50 % du chiffre d'affaires HT au lieu de 1,20 % du chiffre d'affaires HT,

CONSIDERANT que cette modification ne dénature pas l'offre finale du titulaire,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'APPROUVER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER la rectification de l'erreur matérielle mentionnée au sous-traité et au cadre de mémoire financier (annexe 3), soit un taux de redevance variable de 1,50 % du chiffre d'affaires HT au lieu de 1,20 % du chiffre d'affaires HT.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à signer l'avenant n°1 au sous-traité d'exploitation n°24CONC14 relatif au lot de plage n°14 pour les plages artificielles du Mourillon sur la Commune de Toulon ainsi que tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération après validation par Monsieur le Préfet du Var.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 29 novembre 2024

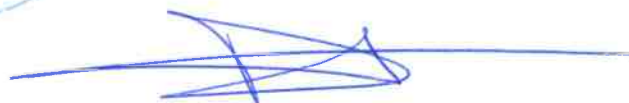
Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée



DIR Anaïs

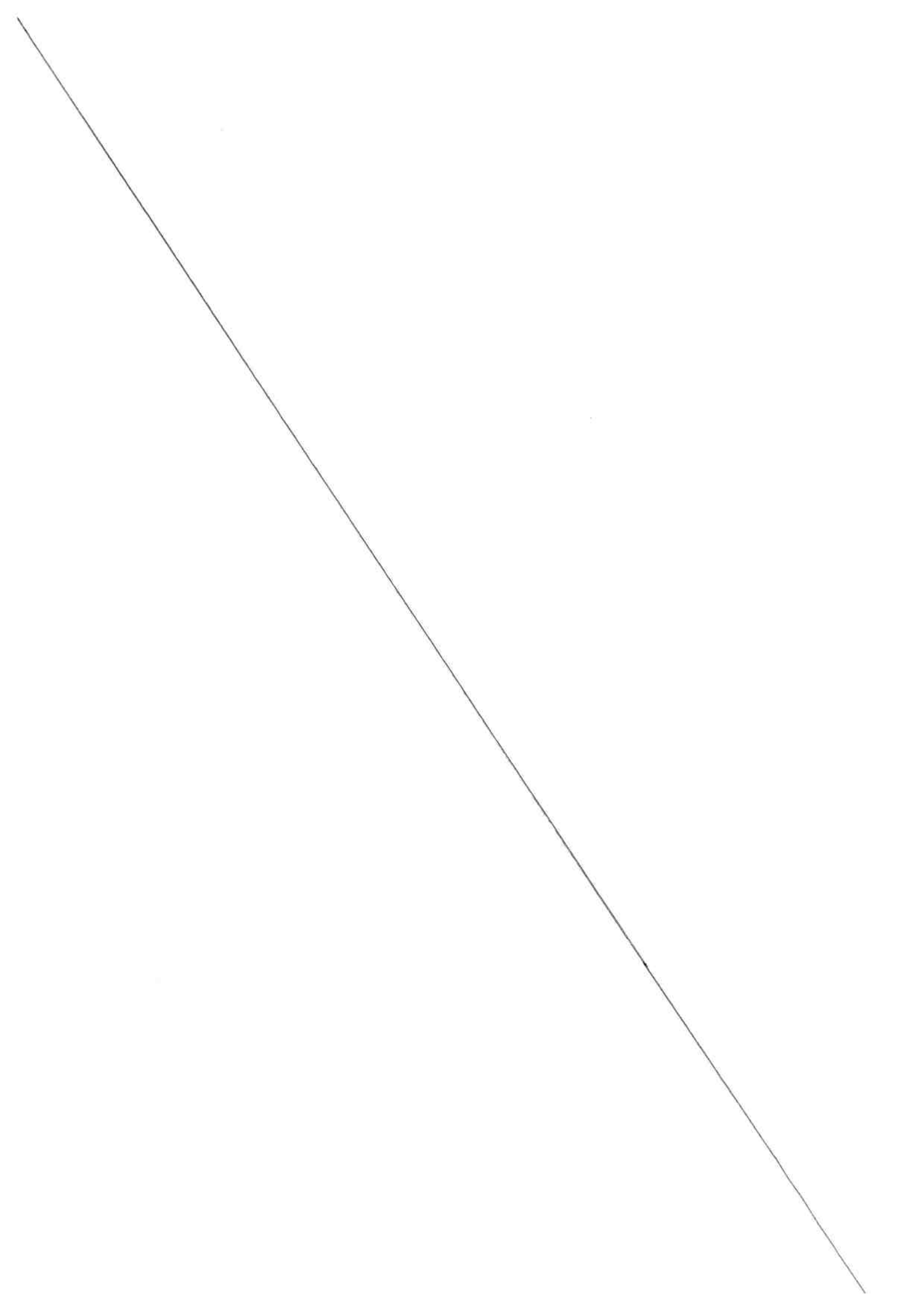
Le secrétaire de séance



POUR 80

CONTRE 0

ABSTENTION 0



METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE



AVENANT N°1

**AU CONTRAT DE CONCESSION N°24CONC14 - CONVENTIONS
POUR L'EXPLOITATION DES LOTS DE PLAGE ET DES
ETABLISSEMENTS DE RESTAURATION DES PLAGES
ARTIFICIELLES DU MOURILLON – LOT 14**

ENTRE les soussignés :

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée**, représentée par son Président, Monsieur **Jean-Pierre GIRAN** agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été conférés par Décision n° en date du, et ci-après dénommée « le Concessionnaire »,

d'une part,

ET :

SARL Restaurant Plage l'Anse des Pins, dont le siège social est situé PLAGE DU MOURILLON LOT N°13 83000 TOULON, représentée par Monsieur Stéphane RETOURET agissant au nom et pour le compte de cette entreprise, et désignée dans ce qui suit par « **Le Titulaire** »,

d'autre part,

Ci-après dénommées individuellement ou collectivement « la Partie » ou « les Parties »,

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Par une délibération du 25 avril 2024 n° 24/04/082, le Conseil Métropolitain de la Métropole Toulon Provence Méditerranée a décidé d'attribuer le sous-traité de plage du lot 14 du Mourillon à la SARL Restaurant Plage l'Anse des Pins, représentée par Monsieur Stéphane RETOURET.

L'article 5 du sous-traité fixe le pourcentage de la redevance variable, commun au sous-traité du lot N°14 et à la convention d'occupation temporaire du restaurant N.

Lors des négociations, la SARL Restaurant Plage l'Anse des Pins, a proposé d'améliorer la redevance variable, passant d'un taux de 1,2 % à 1,5 % du chiffre d'affaires HT.

Par courrier en date du 21 décembre 2023, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a demandé à la Restaurant Plage l'Anse des Pins de déposer son offre finale, conforme aux négociations précédentes, le 5 janvier 2024 au plus tard.

La Restaurant Plage l'Anse des Pins fournit un courrier de réponse confirmant la proposition de redevance variable à 1,50 % du chiffre d'affaires HT, repris dans le Compte d'Exploitation Prévisionnel.

La délibération N°24/04/082 du 25 avril 2024 fixe le taux de la redevance variable à 1,50% du chiffre d'affaires HT.

Le cadre de mémoire financier et le sous-traité fournis mentionnent un taux de redevance de 1,20 % du chiffre d'affaires HT.

Il s'agit d'une erreur matérielle.

Il convient de rectifier, par avenant, le taux de redevance mentionné à l'article 5 du sous-traité et celui mentionné dans l'annexe 3 (cadre de mémoire financier), commune au sous-traité et à la convention d'occupation temporaire du lot 14N.

Cette modification est sans incidence financière et ne dénature pas l'offre finale du titulaire.

LES PARTIES CONVIENNENT ET ARRETENT CE QUI SUIIT :

ARTICLE 1 : Modification de l'article 5 du sous-traité d'exploitation

Au lieu de :

Chaque année N, le sous-traitant est redevable envers le concessionnaire d'une redevance annuelle tenant compte des avantages de toute nature que lui procure l'occupation et correspondant à :

- [...]
- et une part variable de 1,20 % du chiffre d'affaires HT global réalisé sur la totalité des activités faisant l'objet de l'ensemble contractuel au cours de l'année N tel que ce chiffre d'affaires ressort du rapport annuel remis par le sous-traitant qui ne saurait être inférieure à 1%.

Lire :

Chaque année N, le sous-traitant est redevable envers le concessionnaire d'une redevance annuelle tenant compte des avantages de toute nature que lui procure l'occupation et correspondant à :

- [...]
- et une part variable de 1,50 % du chiffre d'affaires HT global réalisé sur la totalité des activités faisant l'objet de l'ensemble contractuel au cours de l'année N tel que ce chiffre d'affaires ressort du rapport annuel remis par le sous-traitant qui ne saurait être inférieure à 1%.

ARTICLE 2 : Modification de l'annexe 3- Cadre de mémoire financier

Annexe 3- cadre de mémoire financier : Au lieu de 1,20 % lire : 1,50 % du chiffre d'affaires HT.

ARTICLE 3 – Clauses diverses - Date d'effet

Les autres dispositions du sous-traité d'exploitation en cours demeurent inchangées.

<p>A...<u>Toulon</u>..... Le <u>17/10/2024</u>...</p> <p>Pour la SARL Restaurant Plage l'Anse des Pins</p> <p>Le Gérant, M. <u>RETOUTRET</u>.....</p> <p>SARL L'Anse des Pins Plage du Mourillon Toulon - Tél. 04.84.31.39.06 SIRET 440 400 042 00014</p>	<p><i>Accord préalable au titre de la domanialité,</i></p> <p>A Toulon, Le</p> <p>Pour le Préfet Et par délégation</p>
<p>A Toulon, Le</p> <p>Pour la Métropole Toulon Provence Méditerranée Le Président Jean-Pierre GIRAN</p>	

RAPPORT JUSTIFICATIF D'AVENANT A UN CONTRAT DE CONCESSION

Procédure n°24CONC14 - Lot 14

Objet : avenant n°1 au sous-traité.

1- DESCRIPTIF DU MARCHE

Procédure initiale	<input checked="" type="checkbox"/> DSP <input type="checkbox"/> Concession de service sans service public <input type="checkbox"/> Concession de travaux
Titulaire	SARL RESTAURANT PLAGE L'ANSE DES PINS PLAGE DU MOURILLON
Date de notification	30/05/2024
Durée du contrat	5 périodes d'exploitation
Date de début du contrat	30/05/2024
Date de fin du contrat	31/12/2028
Eléments financiers du contrat (montant initial de la concession, redevance, chiffre d'affaires prévisionnel...)	Montant du CA dans le CEP : 9.102.699 € (205.915 € partie bains de mer) Redevance bains de mer : 5.839,33 € fixe (indexation ILC) + 1,5 % du CA HT
Projet avenant n°...	1
Objet de l'avenant / modification du contrat	Correction d'une erreur matérielle
Si avenant antérieur, préciser l'historique (n°, date de notification, objet)	
Observations	

2- Fait(s) générateur(s)

Description de l'évènement :

- **Adaptation mineure**
- Circonstances imprévisibles
- Sujétions techniques imprévues
- Tout autre évènement

(Joindre tout document justificatif nécessaire)

L'article 5 du sous-traité fixe le pourcentage de la redevance variable, commun aux sous-traité du lot N°14 et à la convention d'occupation temporaire du lot N.

Lors des négociations, la SARL Restaurant Plage l'Anse des Pins, a proposé d'améliorer la redevance variable, passant d'un taux de 1,20 % à 1,50 % du chiffre d'affaires HT.

Par courrier en date du 21 décembre 2023, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a demandé à la SARL Restaurant Plage l'Anse des Pins de déposer son offre finale, conforme aux négociations précédentes, le 5 janvier 2024 au plus tard.

La SARL Restaurant Plage l'Anse des Pins fournit un courrier de réponse confirmant la proposition de redevance à 1,50 % du chiffre d'affaires HT, repris dans le Compte d'exploitation Prévisionnel. La délibération N°24/04/082 du 25 avril 2024 fixe le taux de la redevance variable à 1,50% du chiffre d'affaires HT.

Cependant, le cadre de mémoire financier et le sous-traité fournis mentionnent un taux de redevance de 1,20% du chiffre d'affaires HT.

Il s'agit d'une erreur matérielle. Il convient de rectifier, par avenant, le taux de redevance mentionné à l'article 5 du sous-traité d'une part, et celui mentionné dans l'annexe 3 (cadre de mémoire financier), commune au sous-traité et à la convention d'occupation temporaire du lot 14N, d'autre part.

Cette modification est sans incidence financière et ne dénature pas l'offre finale du titulaire.

3- Solutions envisagées

Description des modifications nécessaires (liste non exhaustive):

- Modification de la durée : ☐ Oui ☒ Non
- Modification du titulaire : ☐ Oui ☒ Non
- Incidence financière : ☐ Oui ☒ Non
- Nature des modifications : correction d'une erreur matérielle.
- Article(s) du contrat impacté : article 5 du sous-traité

Intervention de la commission DSP :

Avenant supérieur à 5 % du montant total H.T de la concession : ☐ Oui ☒ Non

4- Cas de recours à un avenant

Les hypothèses dans lesquelles une modification des contrats en cours d'exécution peut être admise art L 3135-1 CCP

Cas de recours à une modification de contrat prévus par le Code de la Commande publique	<input type="checkbox"/> Article R3135-1 : Le contrat de concession peut être modifié lorsque les modifications, quel que soit leur montant, ont été prévues dans les documents contractuels initiaux, sous la forme de clauses de réexamen ou d'options claires, précises et sans équivoque. Ces clauses indiquent le champ d'application et la nature des modifications ou options envisageables, ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage.
	<input type="checkbox"/> Article R3135-2-3 et 4 : Le contrat de concession peut être modifié lorsque, sous réserve de la limite fixée à l'article R. 3135-3, des travaux ou services supplémentaires sont devenus nécessaires et ne figuraient pas dans le contrat de concession initial, à la condition qu'un changement de concessionnaire soit impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment aux exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants acquis dans le cadre de la concession initiale. Lorsque le contrat de concession est conclu par un pouvoir adjudicateur, le montant de la modification prévue à l'article R. 3135-2 ne peut être supérieur à 50 % du montant du contrat de concession initial. Lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées dans le respect des dispositions du présent article, cette limite s'applique au montant de chaque modification. Ces modifications consécutives ne doivent pas avoir pour objet de contourner les obligations de publicité et de mise en concurrence. Pour le calcul du montant de la modification mentionnée à l'article R. 3135-2, le montant actualisé du contrat de concession initial est le montant de référence lorsque le contrat de concession comporte une clause d'indexation. Dans le cas contraire, le montant actualisé du contrat de concession initial est calculé en tenant compte de l'inflation moyenne.
	<input type="checkbox"/> Article R3135-5 : Le contrat de concession peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'une autorité concédante diligente ne pouvait pas prévoir. Dans ce cas, les dispositions des articles R. 3135-3 et R. 3135-4 sont applicables.
	<input type="checkbox"/> Article R3135-6 : Le contrat de concession peut être modifié lorsqu'un nouveau concessionnaire se substitue à celui auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession, dans l'un des cas suivants : 1° En application d'une clause de réexamen ou d'une option définie à l'article R. 3135-1 ; 2° Dans le cas d'une cession du contrat de concession, à la suite d'opérations de restructuration du concessionnaire initial. Le nouveau concessionnaire justifie des capacités économiques, financières, techniques et professionnelles fixées initialement par l'autorité concédante. Cette cession ne peut être effectuée dans le but de soustraire le contrat de concession aux obligations de publicité et de mise en concurrence.

☒ **Article R3135-7 :**

Le contrat de concession peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel qu'en soit le montant, ne sont pas substantielles.

Pour l'application de l'article L. 3135-1, une modification est considérée comme substantielle, notamment, lorsqu'au moins une des conditions suivantes est remplie :

1° Elle introduit des conditions qui, si elles avaient figuré dans la procédure de passation initiale, auraient attiré davantage de participants ou permis l'admission de candidats ou soumissionnaires autres que ceux initialement admis ou le choix d'une offre autre que celle initialement retenue ;

2° Elle modifie l'équilibre économique de la concession en faveur du concessionnaire d'une manière qui n'était pas prévue dans le contrat de concession initial ;

3° Elle étend considérablement le champ d'application du contrat de concession ;

4° Elle a pour effet de remplacer le concessionnaire auquel l'autorité concédante a initialement attribué le contrat de concession par un nouveau concessionnaire, en dehors des hypothèses visées à l'article R. 3135-6.

☐ **Article R3135-8 et 9 :**

Le contrat de concession peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur au seuil européen qui figure dans l'avis annexé au présent code et à 10 % du montant du contrat de concession initial, sans qu'il soit nécessaire de vérifier si les conditions énoncées à l'article R. 3135-7 sont remplies.

Les dispositions de l'article R. 3135-4 sont applicables au cas de modification prévu au présent article.

Lorsque plusieurs modifications successives relevant de l'article R. 3135-8 sont effectuées, l'autorité concédante prend en compte leur montant cumulé.

Justifications détaillées pour chaque cas de recours

(Joindre tout document nécessaire à la démonstration)

5- Impact financier

- A) Analyse des documents financiers joints (CEP, GER...)
- B) Bilan
- C) Nouveau C.E.P
- D) Nouveau montant prévisionnel du contrat de concession :
- E) Pourcentage de variation par rapport au prix initial :

6- Mouvement financier


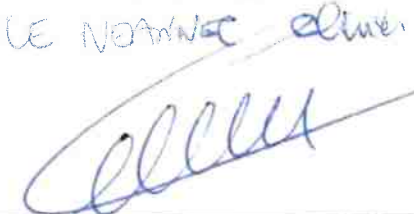

☒ NON

☐ OUI

Si oui :

	DE	VERS
Budget		
Opération budgétaire		
Chapitre		
Fonction		
Article		
Service gestionnaire		
Montant		

Fait à Toulon, le 21.05.2011

Cheffe de projet 	Le Directeur LE NOTARIAT 	La DGA 
---	---	---

RESERVE AUX FINANCES

Date réception Finances	
Visa Service Préparation Budgétaire	Date : Signature :
Visa Service PPI	Date : Signature :

RESERVE A LA DCP

Date réception DCP		
Demande de précisions/de documents	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Si oui, lesquels ?	Date : Signature :
Avis de la DCP Valant accord pour l'élaboration de l'avenant et les virements de crédits le cas échéant	Date : Signature :
Commission	<input type="checkbox"/> CDSP <input type="checkbox"/> Sans Objet	
Passage en Conseil Métropolitain	<input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non	